Texte pseudonymisé

Avertissement: Ce document pseudonymisé a une valeur purement informative. Le document original seul fait foi.

Arrêt N° 24/25 - IX – CIV

Audience publique du vingt-sept février deux mille vingt-cinq

Numéro CAL-2020-00499 du rôle

Composition:

Carole KERSCHEN, président de chambre,
Danielle POLETTI, premier conseiller,
Françoise WAGENER, premier conseiller,
Linda CLESEN, greffier assumé.

E n t r e :

- 1) **PERSONNE1.)**, demeurant à L-ADRESSE1.),
- 2) **PERSONNE2.)**, demeurant à MA-ADRESSE2.), ,

appelantes aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Gilles HOFFMANN de Luxembourg du 10 juin 2020,

comparant par Maître François MOYSE, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg,

e t :

- 1) **PERSONNE3.)**, demeurant à ADRESSE3.),
- 2) **PERSONNE4.)**, demeurant à L-ADRESSE4.),

intimés aux fins du prédit exploit HOFFMANN du 10 juin 2020,

comparant par la société à responsabilité limitée **SOCIETE1.) SARL**, inscrite à la liste V du Tableau de l'Ordre des Avocats du Barreau de Luxembourg, représentée aux fins des présentes par Maître Serge HOFFMANN, avocat à la Cour, demeurant à Luxembourg.

L A C O U R D ' A P P E L :

Les faits et rétroactes de l'affaire, tout comme les prétentions et moyens des parties, ressortent à suffisance de droit de l'arrêt N°25/22 - IX - CIV du 2 mars 2022, de la Cour qui a :

« avant tout autre progrès en cause,

prononcé la surséance à statuer en attendant que soit toisé, le cas échéant par toutes instances, le recours introduit le 7 mars 2021 par PERSONNE1.) et PERSONNE2.) devant les juridictions administratives, et contestant notamment le remembrement cadastral évoqué aux motifs du présent arrêt,

ordonné la révocation de l'ordonnance de clôture,

invité les parties à prendre position sur une mise en intervention des consorts PERSONNE5.) si ce n'est de procéder d'ores et déjà à une régularisation de la procédure,

désigné magistrat de la mise en état Monsieur Stéphane PISANI, conseiller à la Cour d'appel,

réservé le surplus. »

Par document intitulé « *désistement d'instance d'un commun accord* » signifié d'avoué à avoué le 1^{er} octobre 2024, Maître François MOYSE constitué pour PERSONNE1.) et PERSONNE2.), parties appelantes aux fins d'un exploit de l'huissier de justice Gilles HOFFMANN de Luxembourg du 10 juin 2020, a dit et déclaré à la société à responsabilité limitée SOCIETE1.) SARL, représentée pour les besoins de la présente instance par Maître Serge HOFFMANN, constituée pour PERSONNE3.) et PERSONNE4.), parties intimées aux fins dudit exploit de l'huissier de justice Gilles HOFFMANN, que « *les parties appelantes et intimées se désistent d'un commun accord de l'instance introduite par exploit de l'huissier de justice Gilles HOFFMANN (...) du 10 juin 2020 et de ses suites devant la Cour d'appel de Luxembourg* ».

L'acte de désistement est signé « pour acceptation » le 3 octobre 2024 par Maître Serge HOFFMANN, pour le compte de « SOCIETE1.) Sarl ».

Par conclusions déposées au greffe de la Cour en date du 11 novembre 2024, PERSONNE3.) et PERSONNE4.) ont requis de leur donner acte qu'ils acceptent

le désistement d'instance des parties appelantes et de déclarer l'instance introduite par ces dernières éteinte.

Par conclusions déposées au greffe de la Cour le 29 novembre 2024, PERSONNE1.) et PERSONNE2.) ont requis de donner acte aux parties de l'accord sur le désistement d'instance, l'acte en question ayant été signé par les mandataires des parties, conformément à l'article 545 du Nouveau Code de procédure civile, et de déclarer éteinte la procédure d'appel.

L'instruction a été clôturée par ordonnance du 22 janvier 2025. L'affaire a été prise en délibéré à l'audience du même jour et les parties informées de la date du prononcé.

Appréciation de la Cour

Le désistement est régi par les articles 545 et 546 du Nouveau Code de procédure civile qui disposent comme suit :

« Art. 545. Le désistement peut être fait et accepté par de simples actes, signés des parties ou de leurs mandataires, et signifiés d'avoué à avoué.

Art. 546. Le désistement, lorsqu'il aura été accepté, emportera de plein droit consentement que les choses soient remises de part et d'autre au même état qu'elles étaient avant la demande.

Il emportera également soumission de payer les frais au paiement desquels la partie qui se sera désistée sera contrainte, sur simple ordonnance du président mise au bas de la taxe, parties présentes, ou appelées par acte d'avoué à avoué.

Cette ordonnance, si elle émane d'un tribunal de première instance, sera exécutée nonobstant opposition ou appel ; elle sera exécutée nonobstant opposition, si elle émane d'une Cour d'appel ».

PERSONNE3.) et PERSONNE4.) ayant déclaré accepter le désistement d'instance de PERSONNE1.) et PERSONNE2.), il y a lieu d'en prendre acte.

Le désistement étant régulier, il y a lieu d'y faire droit.

Par voie de conséquence, il convient de dire que l'instance introduite par exploit de l'huissier de justice Gilles HOFFMANN de Luxembourg du 10 juin 2020, actuellement pendante devant la IX^{ème} Chambre de la Cour d'appel où elle est enrôlée sous le numéro n°CAL-2020-00499, est devenue sans objet.

Suivant règlement entre parties, chacune des parties supportera ses propres frais et dépens.

PAR CES MOTIFS

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement,

donne acte à PERSONNE1.) et PERSONNE2.) qu'elles se désistent de l'instance introduite contre PERSONNE3.) et PERSONNE4.) par exploit de l'huissier de justice Gilles HOFFMANN de Luxembourg du 10 juin 2020, actuellement pendante devant la IX^{ème} Chambre de la Cour sous le numéro n° CAL-2020-00499 du rôle ;

donne acte à PERSONNE3.) et PERSONNE4.) qu'ils acceptent ce désistement ;

dit le désistement régulier ;

décète le désistement aux conséquences de droit ;

dit que chaque partie supportera ses propres frais et dépens de la présente instance.

La lecture du présent arrêt a été faite en la susdite audience publique par Carole KERSCHEN, président de chambre, en présence du greffier assumé Linda CLESEN.